
**Chambre des Représentants
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

6 MAI 1997

PROJET DE LOI

modifiant la loi provinciale

AMENDEMENTS

N° 16 DE M. **JEAN-PIERRE VISEUR**
(Sous-amendement à l'amendement n° 8, Doc. n° 935/4)

Art. 82bis (nouveau)

Remplacer l'alinéa proposé par ce qui suit :

« *Cependant, si une vacance se produit pour cause de démission d'un titulaire, de désistement d'un suppléant ou dans les six mois qui précèdent le renouvellement des conseils provinciaux, le conseil provincial peut décider qu'il ne sera pas pourvu à cette vacance.* ».

JUSTIFICATION

Le présent sous-amendement vise à améliorer l'amendement n° 8 sur deux plans, l'un technique, le second légistique.

Sur le plan technique, le délai qui précède le renouvellement normal des conseils provinciaux est porté de trois à six mois. Cet allongement tient compte du fait que les élections provinciales ordinaires se déroulent dorénavant toujours un deuxième dimanche d'octobre en même temps que les élections communales, et permet donc que le délai utile ne soit pas réduit au seul mois de septembre du fait de la période estivale.

Voir :

- 935 - 96 / 97 :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N° 2 à 6 : Amendements.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

**Belgische Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

6 MEI 1997

WETSONTWERP

tot wijziging van de provinciewet

AMENDEMENTEN

N° 16 VAN DE HEER **JEAN-PIERRE VISEUR**
(Subamendement op amendement n° 8, Stuk n° 935/4)

Art. 82bis (nieuw)

Het voorgestelde lid vervangen door wat volgt :

« *Indien een vacature ontstaat door het ontslag van een titularis dan wel door de terugtrekking van een opvolger of wanneer dat gebeurt binnen zes maanden voor de vernieuwing van de provincieraden, kan de provincieraad beslissen dat niet in die vacature zal worden voorzien.* »

VERANTWOORDING

Dit subamendement beoogt een technische en een wetgevingstechnische verbetering van amendement n° 8.

Op technisch vlak wordt de aan de vernieuwing van de provincieraad voorafgaande termijn van drie op zes maanden gebracht. Die verlenging houdt rekening met het feit dat de gewone provincieraadsverkiezingen voortaan plaatsvinden de tweede zondag van oktober en samenvallen met de gemeenteraadsverkiezingen; op die manier is de wegens de zomervakantie reeds krappe nuttige termijn niet beperkt tot de maand september.

Zie :

- 935 - 96 / 97 :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- N° 2 tot 6 : Amendementen.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

Sur le plan légistique, il est précisé que la décision du conseil provincial peut consister à ne pas pourvoir à la vacance. Cette précision tend à éviter que ne s'instaure une confusion entre la décision visée par ce nouvel alinéa et la règle des actuels alinéas 3 et 4 selon lesquels la convocation des électeurs se fait aussi en vertu d'une décision du conseil provincial. Toute confusion est évitée en renversant la décision que l'exception permet de prendre, à savoir la prolongation de la vacance plutôt que la fixation de la date de l'élection.

J.-P. VISEUR

N° 17 DE M. D'HONDT ET CONSORTS

(En ordre subsidiaire à l'amendement n° 11, Doc. n° 935/5)

Art. 71

A l'article 140-5, proposé, remplacer les mots « au moins 40 % » par les mots « au moins 20 % ».

JUSTIFICATION

A défaut de ne pas accepter l'amendement n° 11, on peut estimer que 20 % sont nécessaires en tenant compte que 10 % des électeurs provinciaux se seront prononcés en faveur d'une consultation populaire.

D. D'HONDT
W. CORTOIS
T. SMETS
J. TAVERNIER
M. VAN DEN POEL

N° 18 DU GOUVERNEMENT

Art. 86 (nouveau)

Ajouter un article 86 (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 86. — Dans l'article 36 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, remplacé par la loi du 6 janvier 1984, les alinéas 2 à 4 sont remplacés par la disposition suivante :

« A défaut de suppléant, une élection extraordinaire peut être organisée en vertu d'une décision du conseil provincial ou d'un arrêté royal à l'effet de pourvoir aux places devenues vacantes. Elle a toujours lieu un dimanche. L'assemblée des électeurs se réunit dans les cinquante jours de la décision ou de l'arrêté royal. Ce délai ne court pas pendant les mois de juillet et d'août ».

JUSTIFICATION

Dans l'état actuel de l'article 36 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, à la différence

Op wetgevingstechnisch vlak wordt bepaald dat de beslissing van de provincieraad er kan in bestaan dat niet in de vacature wordt voorzien. Een en ander voorkomt verwarring tussen de bij het nieuwe lid bedoelde beslissing en de regel waarin is voorzien bij de huidige artikelen 3 en 4, volgens welke het kiescollege ook op beslissing van de provincieraad kan worden opgeroepen. Door een omkering van de beslissing waartoe de uitzondering de mogelijkheid biedt, met name door de vacature te verlengen in plaats van de verkiezingsdatum vast te stellen, is elke verwarring uitgesloten.

N° 17 VAN DE HEER D'HONDT c.s.

(In bijkomende orde op amendement n° 11, Stuk n° 935/5)

Art. 71

In het voorgestelde artikel 140-5, de woorden « ten minste 40 pct. » vervangen door de woorden « ten minste 20 pct. »

VERANTWOORDING

Zo amendement n° 11 niet wordt aangenomen, mag men ervan uitgaan dat 20 % nodig is, in aanmerking nemend dat 10 % van de provincieraadskiezers zich voor een volksraadpleging zal hebben uitgesproken.

N° 18 VAN DE REGERING

Art. 86 (nieuw)

Een artikel 86 (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 86. — In artikel 36 van de wet van 21 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, vervangen bij de wet van 6 januari 1984, worden de leden 2 tot 4 vervangen door de volgende bepaling :

« Is er geen opvolger, dan kan, krachtens een beslissing van de provincieraad of krachtens een koninklijk besluit, een buitengewone verkiezing worden gehouden om te voorzien in de opengevallen plaatsen. Die verkiezing heeft altijd plaats op een zondag. Het kiescollege vergadert binnen vijftig dagen na de beslissing of het koninklijk besluit. Deze termijn geldt niet tijdens de maanden juli en augustus. »

VERANTWOORDING

In tegenstelling met het bepaalde in artikel 7, tweede lid, van de gemeentekieswet, laat artikel 36 van de wet van

de ce que prévoit l'article 7, alinéa 2, de la loi électorale communale, aucune latitude n'est laissée au conseil provincial lorsque survient une vacance à laquelle il ne peut être pourvu par l'installation d'un suppléant, la réserve des candidats élus en cette qualité étant épuisée. Le conseil provincial est tenu dans cette éventualité de procéder à une élection extraordinaire en vue de pourvoir à la vacance.

Lorsque survient une telle vacance au sein du conseil communal, le conseil peut parfaitement décider qu'il n'y a pas lieu d'y pourvoir, notamment lorsqu'elle se produit à un moment peu éloigné du terme de la législature ou lorsque la majorité en place telle qu'elle a été constituée après les élections n'est pas mise en péril du fait de cette vacance. En fait, le Roi n'interviendra pour convoquer le collège des électeurs en vue de pourvoir à la vacance que si celle-ci a pour effet que le nombre de conseillers dont dispose la majorité est égal à celui que compte l'opposition, en sorte que la commune devient ingouvernable, toutes les propositions de décision émanant de la majorité étant rejetées à la parité des voix.

S'agissant d'une vacance survenant au sein du conseil provincial, il paraît souhaitable d'adopter le système ci-dessus décrit tel qu'il est applicable au cas de la vacance d'un siège de conseiller communal à laquelle il ne peut être pourvu par l'installation d'un suppléant.

Tel est l'objet du présent amendement. La modification apportée à l'article 36 de la loi organique des élections provinciales s'inspire du texte de l'article 7, alinéa 2, de la loi électorale communale. La décision de procéder à une élection extraordinaire en vue de pourvoir à une vacance, faute de suppléant, incombe au premier chef au conseil provincial. Il se peut toutefois que le conseil se trouve dans l'impossibilité de prendre cette décision si la vacance a pour effet que le nombre de sièges dont dispose la majorité est égal à celui que compte l'opposition (rejet à la parité des voix de la proposition de tenir une élection extraordinaire). De même, toutes les propositions de décision émanant de la députation permanente seraient, dans cette éventualité, rejetées selon le même vote. La province deviendrait donc ingouvernable et il appartiendrait dans ce cas au Roi de convoquer le collège des électeurs en vue de pourvoir à la vacance.

Le délai dans lequel l'élection extraordinaire doit être organisée a été porté à cinquante jours à compter de la décision du conseil provincial ou de l'arrêté royal. Le délai de quarante jours ne se justifiait en effet que par référence à l'article 106 du Code électoral, compte tenu de ce qu'antérieurement, les conseils provinciaux étaient renouvelés en même temps que les chambres législatives.

Etant donné que le renouvellement de ces conseils coïncide désormais avec celui des conseils communaux, il paraît logique d'adopter le même délai que celui fixé à l'article 7 de la loi électorale communale.

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen in zijn huidige formulering de provincieraad geen ruimte als een vacature ontstaat waarin niet kan worden voorzien omdat er geen verkozen opvolgers meer overblijven. In dat geval is de provincieraad verplicht een buitengewone verkiezing te houden om in de vacature te voorzien.

Als in een gemeenteraad een plaats openvalt, is het perfect mogelijk dat die raad beslist dat die vacature gerust kan openblijven omdat het einde van de zittingsperiode nakend is of wanneer ze geen gevaar oplevert voor de zittende meerderheid zoals die na de verkiezingen werd samengesteld. In feite neemt de Koning pas dan het initiatief om het kiescollege bijeen te roepen als de vacature er de oorzaak van is dat de oppositie kwantitatief even sterk staat als de meerderheid, zodat de gemeenteraad onbestuurbaar geworden is, want alle beslissingen van die meerderheid kunnen wegens staking van stemmen verworpen worden.

Met betrekking tot een vacature in de provincieraad lijkt het wenselijk gebruik te maken van de hiervoren beschreven regeling die gehanteerd wordt wanneer in een gemeenteraad een vacature ontstaat waarin niet kan worden voorzien door de aanstelling van een opvolger.

Ziedaar het oogmerk van dit amendement. De in artikel 36 van de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen aangebrachte wijziging is ingegeven door artikel 7, tweede lid, van de gemeentekieswet. De beslissing om bij ontstentenis van opvolgers een buitengewone verkiezing te houden ten einde in een vacature te voorzien, berust in de eerste plaats bij de provincieraad. Het kan evenwel gebeuren dat de raad onmogelijk zo'n beslissing kan nemen indien de vacature meebrengt dat de oppositie evenveel zetels heeft als de meerderheid (verwerping bij staking van stemmen van het voorstel om de kiezers in buitengewone vergadering bijeen te roepen). Op dezelfde wijze zouden alle van de bestendige deputatie uitgaande voorstellen tot beslissing in voorkomend geval met dezelfde stemming verworpen worden. De provincie zou dus onbestuurbaar worden en de Koning zou het kiescollege moeten bijeenroepen om in de vacature te voorzien.

De termijn waarbinnen de buitengewone verkiezing plaats moet vinden, werd op vijftig dagen gebracht, te rekenen van de beslissing van de provincieraad of van het koninklijk besluit. Aangezien de provincieraadsverkiezingen vroeger samenvielen met de parlementsverkiezingen, was de termijn van veertig dagen immers slechts verantwoord door te verwijzen naar artikel 106 van het Kieswetboek.

Doordat de vernieuwing van de provincieraden thans op hetzelfde tijdstip plaatsvindt als die van de gemeenteraden, lijkt het logisch in dezelfde termijn te voorzien als die welke gesteld wordt in artikel 7 van de gemeentekieswet.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE